
La mobilisation des travailleurs surendettés en Espagne : la double peine économique

The economic double burden: Spanish workers fight against debt

Doble carga económica : la movilización de los sobreendeudados en España

Quentin Ravelli



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/nrt/7916>

DOI : [10.4000/nrt.7916](https://doi.org/10.4000/nrt.7916)

ISSN : 2263-8989

Éditeur

Nouvelle revue du travail

Ce document vous est offert par Centre national de la recherche scientifique (CNRS)



Référence électronique

Quentin Ravelli, « La mobilisation des travailleurs surendettés en Espagne : la double peine économique », *La nouvelle revue du travail* [En ligne], 17 | 2020, mis en ligne le 01 novembre 2020, consulté le 07 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/nrt/7916> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/nrt.7916>

Ce document a été généré automatiquement le 7 janvier 2021.



La Nouvelle Revue du Travail est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

La mobilisation des travailleurs surendettés en Espagne : la double peine économique

The economic double burden: Spanish workers fight against debt

Doble carga económica : la movilización de los sobreendeudados en España

Quentin Ravelli

- 1 Depuis les années 1980, la financiarisation de l'économie mondiale a pris de nombreuses formes, qui ont dégradé les conditions de vie des travailleurs et considérablement augmenté leurs niveaux d'endettement. Cet essor de la dette a souvent été attribué à une forme de « finance populaire », une manière d'« intégrer les classes populaires et ouvrières dans les espaces financiers privés » (Aitken, 2007), en ciblant des populations exclues de la petite propriété depuis des années. Cette pratique n'est pas restée confinée aux États-Unis : dans l'Afrique du Sud post-apartheid, les crédits *subprime* et *revolving* ont été largement disséminés parmi les quartiers noirs pauvres (Molefe, 2015 ; Vicky, 2014), qui ont fait face à des vagues d'expulsion et ont nourri les grèves du secteur minier. En Hongrie, la petite classe moyenne a signé des crédits en francs suisses, supposant que cette monnaie serait plus favorable que la leur, et a aussi perdu ses logements à une vaste échelle (Pellandini-Simányi *et al.*, 2015 ; Sassen, 2014 : 48). En Espagne (Palomera, 2012 ; Gonick, 2014), comme en Grèce (Toussaint, 2017), en Islande, en Angleterre, en Irlande et en Italie, la bulle spéculative a conduit à la généralisation des crédits variables parmi des travailleurs aux revenus insuffisants, qui font face à des procédures d'expulsion et sont donc doublement touchés.
- 2 Bien que les conséquences sociales de la crise soient relativement bien connues, leurs conséquences politiques restent obscures et sont souvent déconnectées de leurs origines financières. Au même titre que la lutte contre la fiscalité, la contestation de l'endettement en tant que lutte du monde du travail reste peu étudiée, car la crise des *subprimes* est surtout abordée du point de vue des consommateurs de crédits. Ces deux logiques – financiarisation de la consommation, précarisation du travail – se combinent

pourtant en ciblant certaines fractions de classes : elles sont soumises à une *double peine économique* et jouent ainsi un rôle de pivot sociologique qui convertit la crise financière en crise politique. En Espagne, une association de lutte contre les dettes, la *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* (PAH), ou « Plateforme des Victimes du Crédit », littéralement des « affectés » par la dette, qui s'est déployée à une échelle de masse, permet de comprendre les formes de cette propagation. Avant la constitution du nouveau parti politique de gauche radicale Podemos en 2014, avec ses effets d'accélération de l'effondrement de la social-démocratie européenne, et avant même l'apparition du mouvement social des *Indignés* en 2011, avec ses effets d'entraînement pour le mouvement *Occupy Wall Street* (Castañeda, 2012), les luttes contre le surendettement ont préparé le terrain de la généralisation des colères et de la déssectorisation de la dette. En quelques années, de 2009 à 2015, la PAH s'est implantée parmi 230 villes espagnoles, bloquant les tentatives d'expulsions par les forces de l'ordre, occupant physiquement les banques, contestant la légitimité des dettes et rassemblant les populations des quartiers populaires. Elle a réussi à arrêter des milliers d'expulsions, à obtenir des remises de dettes, à généraliser l'idée des réquisitions de logement et à installer au centre du débat politique la notion de logement social en fonction des revenus réels. Cette progression rapide et efficace, la classe parmi les « mobilisations émergentes » (Cadiou, Dechezelles et Roger 2007), dont l'absence de structure antérieure donne une impression de spontanéité énigmatique.

- 3 Pour comprendre une telle mobilisation et le rôle de la dette comme moteur politique, il faut partir de ses racines économiques – niveaux d'endettement, revenus, professions, taux de chômage – pour cerner ensuite les stratégies et les tactiques qui construisent, à partir de cette vaste matière première, un sujet politique collectif – en l'occurrence celui des *afectados*, devenu une figure incontournable de l'Espagne post-crise. Or, la sociologie des mobilisations, trop souvent centrée sur ses traditionnels « trois piliers » (Agrikolianski, Sommier et Fillieule, 2010) que sont la mobilisation des ressources (McCarthy et Zald, 1977), les structures d'opportunité politiques (McAdam, 1982) et les processus de cadrage (Snow et Benford, 2000), s'est éloigné des facteurs économiques, au profit d'une vision qu'on a pu appeler « post-matérialiste » (Inglehart, 1977) profitant du « refoulement de l'héritage marxiste » (Neveu, 2011, p. 37). Le renouveau des contestations consécutives à la crise de 2008 invite à rectifier le tir, sans pour autant éliminer les facteurs organisationnels, voire culturels et émotionnels, mais au contraire en les mettant en perspective. En combinant une approche de statistique descriptive à la sociologie visuelle, on peut reconstituer la logique de la mobilisation contre les dettes en Espagne. Elle repose sur un noyau essentiel – les familles des travailleurs du bâtiment surendettées, souvent racisées, et en particulier les femmes – autour duquel se construisent des alliances de classes inédites. Mais en puisant au registre des groupes de soutiens psychologiques, la mobilisation de la PAH a aussi mis en place une *dramaturgie émotionnelle de la crise* qui repose sur la mise en commun des sentiments de honte et de culpabilité liés à l'impossibilité à rembourser ses dettes. La dette, ici, agit comme un rouage essentiel dans la traduction de la pression économique en contestation organisée. Même si le matérialisme et l'interactionnisme sont rarement combinés, l'organisation politique se prête à la fois à une analyse en termes de classes, de fractions et d'alliances de classes, et à une approche goffmanienne, où les cadres de l'expérience, la dramaturgie des rôles sociaux et le renversement des stigmates jouent un rôle central.

Méthodologie : analyse statistique et sociologie visuelle

D'abord, les résultats d'un questionnaire auprès 568 *afectados por la hipoteca* – littéralement les « affectés » du crédit – pendant les assemblées générales de la PAH dans 12 villes d'Espagne, éclairent les caractéristiques sociales du mouvement. L'échantillon est représentatif de la PAH à une échelle nationale, car les villes ont été sélectionnées pour leur diversité géographique et démographique : Alicante (Communauté valencienne, 330 000 habitants), Barcelone (Catalogne, 1,6 millions), Bilbao (Pays basque, 350 000), Cartagène (Murcie, 214 000), Gijón (Asturies, 100 000), l'Hospitalet (Catalogne, 100 000), Tarragone (Catalogne, 130 000), Terrassa (Catalogne, 215 000), Tolède (Castille-La Manche, 90 000). Il prend en compte le poids exceptionnel de la Communauté de Madrid et de la Catalogne (34,7 % et 34 % du panel) sans oublier ceux des autres régions, et permet de mesurer les niveaux d'endettement, les revenus, les professions, les revendications des *afectados* qui ont signé des crédits immobiliers qu'ils ne réussissent plus à rembourser.

Ensuite, l'analyse ethnographique de 120 heures d'observations filmées, pendant 14 périodes de mars 2013 à juillet 2015, montre la dynamique collective de la mobilisation. La moitié des *rushes* provient de cinq types de réunions : les assemblées générales, où les nouveaux arrivants sont accueillis et expliquent publiquement leur situation au groupe ; les réunions de coordination entre « groupes de banques », qui s'attaquent à des entités financières particulières ; les assemblées de coordination nationale où sont discutées à l'échelle étatique les stratégies contre les banques et les gouvernement locaux et nationaux ; les ateliers où les techniques financières, les problèmes juridiques et les situations émotionnelles sont décortiquées. L'autre moitié montre des situations d'expulsion (souvent arrêtées par la mobilisation), d'occupation d'officine bancaires de quartier ou des bâtiments publics, des manifestations et des entretiens individuels où des *afectados* et des activistes racontent leur histoire chez eux, face à la caméra. Pour maintenir l'unité de l'observation, la plupart de ces actions ont été organisées par PAH Madrid, même si certaines d'entre elles étaient faites par PAH Barcelona, et si de nombreuses autres, ailleurs, ont été observées quoique non filmées. L'objectif de cette ethnographie visuelle est de comprendre les savoir-faire organisationnels de la PAH, qui sont capables de transformer des questions privées, parfois très difficiles à exprimer, en problèmes publics. La partie quantitative de cette étude cherche à établir la situation objective de la PAH, la partie qualitative analysant les stratégies subjectives, qui ont permis de transformer l'addition des sentiments de culpabilité en une colère collective politiquement orientée.

Consommateurs, travailleurs, migrantes : qui sont les *afectados* ?

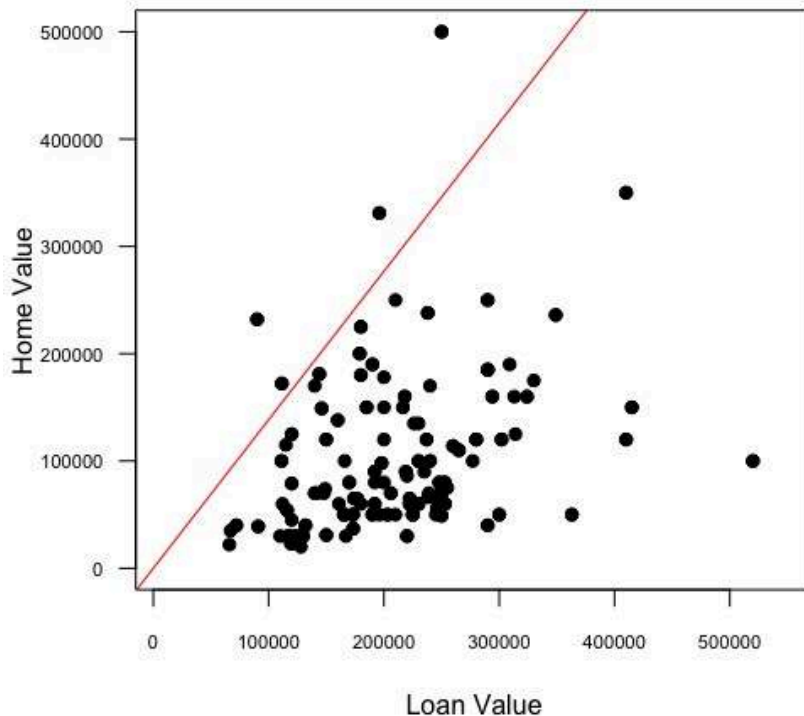
- 4 En Espagne, où vivent 46 millions d'habitants, un total de 6,1 millions de crédits immobiliers ont été signés de 2002 à 2007, ce qui a conduit à 497 000 procédures d'expulsions entre 2008 et 2013 (Méndez *et al.*, 2014), un nombre qui s'élève à 604 000 si

on étend la période jusqu'en 2014 (CNPJ). Au sommet de la crise, plus de 100 expulsions étaient exécutées par jour en Espagne (PAH, 2014). Avant la crise, en mai 2006, un bref mouvement social avait essayé de défendre le droit à un logement décent, « V de Vivienda », qui n'a pas réussi à prendre son envol et s'est effondré sous le double coup d'une stratégie trop étroite (Fernández et Gibaja, 2010) et d'un décalage avec les conditions de maturation économique qui le rendait prématuré, car la plupart des emprunteurs pouvaient toujours rembourser leurs dettes pendant cette phase de formation de la bulle immobilière. Après l'éclatement de la bulle, quand la Plataforma de Afectados por la Hipoteca est officiellement créée à Barcelone en 2009, la situation est radicalement différente. Le poids des dettes est devenu insupportable. Dans les années suivantes, la PAH devient un mouvement de masse, dont la porte-parole sera élue maire de Barcelone en 2015. La PAH rassemble des dizaines de milliers d'*afectados* directement impactés par la crise, et qu'on peut considérer de plusieurs manières : comme des consommateurs surendettés, comme des travailleurs, comme des migrants, ou encore comme un groupe contre les expulsions, majoritairement orchestré par des femmes.

Le poids de la dette : le « sac à dos » de l'équité négative

- 5 Les résultats du questionnaire montrent d'abord de très hauts niveaux d'endettement. Le prêt moyen, à repayer en 33 ans, s'élève à 204 421 €, la dette moyenne courante à 172 201 €, le remboursement mensuel maximum moyen à 1076 € et le remboursement minimum moyen à 706 €. Comme 46,3 % des *afectados* sont au chômage et que ceux qui déclarent un revenu mentionnent 645 € en moyenne, la plupart d'entre eux est clairement incapable de rembourser sa dette, même si les détracteurs de la PAH n'ont cessé de répéter, dans les médias, que ses membres ne *veulent pas payer*. On voit bien, ici, que *la dette est un concept relatif*, impossible à penser indépendamment des revenus du travail. Bien que certaines familles aient encore deux salaires, la plupart d'entre elles ne peut pas manger correctement, payer ses factures ou les frais d'éducation des enfants tout en continuant à rembourser la banque. Ici, au lieu de « dette illégitime », il faudrait parler plutôt de « dettes impossibles », car de nombreuses familles reçoivent, mois après mois, année après année, moins d'argent qu'elles n'en doivent. Cependant, une croyance tenace pendant la crise consistait à penser que toutes ces épreuves économiques pourraient être absorbées en revendant les logements, car les prix de l'immobilier continueraient indéfiniment à monter (Palomera, 2014).

Figure 1 – L'impasse de l'équité négative



- 6 Le résultat le plus étonnant de ce questionnaire est le fait que la valeur moyenne des logements s'élevait seulement à 109 637 € en 2016, en net déclin (-59 %) par rapport à la moyenne de 185 672 € quand le prêt était signé, pendant les années de spéculation précédent 2008. Cette dévaluation des maisons à la PAH est plus importante que l'impressionnante chute de 41 % des prix de l'immobilier à une échelle nationale de 2008 à 2014 (Tinsa, 2015). Mais les dettes, elles, ont gardé la même valeur. Comme la figure 1 le montre clairement, ce décalage parfois vertigineux a conduit à une situation d'équité négative, dont de nombreuses familles ont fait l'expérience aux Etats-Unis (Foote *et al.*, 2008) et que connaît la majorité des *afectados* de la PAH. Si la valeur du logement était égale à celle de la dette, l'ensemble du nuage de point serait aligné sur la diagonale (fig. 1), et non rassemblé en dessous de la ligne de flottaison.
- 7 À la PAH, cette différence entre la dette et la valeur de la maison s'appelle, avec ironie, le « sac-à-dos », ou *mochila*. La *mochila*, c'est le lourd fardeau financier que les *afectados* doivent porter même après avoir été expulsés de chez eux. Par exemple, si un *afectado* a une dette de 200 000 € et que sa maison n'a rapporté que 120 000 € après avoir été saisie puis vendue aux enchères, il peut se retrouver à la fois sans domicile et surendetté. Comme le gouvernement espagnol a constamment refusé de changer la loi hypothécaire, la principale demande mise en avant par la PAH est la *dación en pago*, ou dation en paiement, qui permet d'annuler le reliquat de dette après la remise du logement, selon l'article 1175 du code civil espagnol, qui permet de se débarrasser du « sac-à-dos ». Parmi les revendications mentionnées par les membres de la PAH, c'est de loin la principale (166 demandes), suivie par le logement social (89 demandes). Néanmoins, cette porte de sortie de la spirale de la dette est presque systématiquement maintenue fermée par les banques, qui s'appuie sur une législation favorable, à part dans les situations de pression sociale et d'occupation, quand le rapport de force

financier évolue. Il y a là un point de blocage juridico-politique essentiel, qui confirme que la relation de crédit, aussi économique soit-elle, est *en même temps* une forme de domination socialement construite, transformable, comme le montrent les travaux sur les banques en milieux populaires (Lazarus, 2012), qui remettent en cause certaines catégories d'action publique pensée en dehors de leur inscription sociale, comme le « surendettement » (Perrin-Heredia, 2009) déclenché par des « accidents de la vie » (Lacan, Perrin-Heredia, Lazarus et Plot, 2009). Loin d'avoir affaire à une succession d'accidents, ce qui est en jeu, ici, c'est un chômage de masse qui a touché certaines fractions des milieux populaires plus que d'autres.

Travailleurs de la construction et femmes de ménage : un moteur à deux temps ?

- 8 Comme le montrent les résultats du questionnaire, la crise ne frappe pas au hasard : avant que la bulle n'éclate en 2008, 69,9 % des hommes de notre panel étaient des travailleurs de la construction. Ils travaillaient comme maçons, peintres, plombiers, électriciens, ferrailleurs, charpentiers, soudeurs, conducteurs de camions, manœuvres, etc. Certains d'entre eux étaient contremaîtres ou chefs de chantiers, d'autres chefs d'entreprises. Dans une approche de la dette faisant abstraction de la source de l'argent, du travail salarié, et se concentrant uniquement sur l'autre pôle, celui des consommateurs de logement et de crédit, cette forte homogénéité professionnelle serait éclipsée, et avec elle le lien essentiel entre la crise d'un secteur économique et la contestation sociale. L'homogénéité professionnelle est moindre pour les femmes mais elle n'est pas négligeable : 40,5 % d'entre elles travaillaient comme serveuses dans des bars ou des hôtels (10,4 %), ou encore comme aides de maison ou femmes de ménage (30,1 %). Pendant la phase spéculative, celle du boom de la construction, la plupart des revenus des familles provenaient du travail de l'homme, qui gagnait 1533 € en moyenne, alors que les femmes ne gagnaient que 1019 €. Parmi les femmes premières signataires, 75,5 % ont un crédit avec un travailleur de la construction et parmi les femmes secondes signataires, elles sont 57,5 %. Ces résultats montrent que le travail dans le bâtiment était la première source d'argent alimentant la machine de la dette.
- 9 Cependant, après 2008, le nombre de logements construits en Espagne s'est effondré brutalement. De 663 608 en 2006, il est passé à 29 883 en 2015 (Ministerio del Fomento, 2015). Dans un pays où le secteur de l'immobilier et de la construction représentait environ 20 % du Produit Intérieur Brut, les conséquences sociales ont été dévastatrices. Des licenciements massifs ont touché les entreprises de construction et de promotion, les villes nouvelles sont devenues des villes fantômes. Les travailleurs ne trouvaient plus d'emploi mais avaient tout de même des prêts à rembourser. Sans surprise, notre échantillon montre que le niveau de chômage est passé de 1,3 % à 45,8 % et que la proportion d'hommes continuant à travailler dans la construction, de façon très irrégulière, a chuté à 14,7 % – restant tout le même le premier secteur pourvoyeur de ressources financières. Le revenu moyen est tombé de 1278 € à 645 €. Pour cette raison, les membres de la PAH n'ont pas seulement été « arnaqués » par les banques – *estafados*, comme ils le disent dans les réunions de la PAH. Ils ont aussi été percutés, en tant que travailleurs, par des vagues de chômage consécutives à une crise de surproduction. Or, comme pour les mobilisations de chômeurs étudiées par Cohen et Dunezat (2018), hâtivement jugées « paradoxales » ou « improbables », la rupture avec le milieu professionnel n'agit pas forcément contre les raisons de se mobiliser : « l'expérience du

chômage – le « ral le bol » qu'elle suscite – est aussi un moteur de l'engagement dans les luttes de chômeurs » (p. 289). D'un point de vue purement pratique, outre la colère ou l'angoisse du licenciement que redouble l'endettement, les *afectados* ont du temps devant eux pour se mobiliser contre les banques, parfois quotidiennement, pendant des mois, voire des années, s'investissant d'autant plus volontiers que la lutte collective agit comme un antidote à l'anomie du chômage, plus cruellement ressentie dans les milieux ouvriers que dans la classe moyenne (Schnapper, 1994).

Fig. 2. Structure socio-professionnelle de la population de la PAH avant et après la crise

	Avant la crise			Après la crise		
	Hommes	Femmes	Moyenne	Hommes	Femmes	Moyenne
Revenu moyen	1533,2 €	1019,5 €	1278,2 €	703,2 €	597,9 €	644,6 €
Chômage	1,3 %	3,5 %	2,2 %	45,8 %	46,3 %	46,3 %
Travailleurs de la construction	69,6	11	44	14,7	0,9	7,9
Femmes de ménage	0,4	30,1	13,2	1,3	21,8	11,2
Restauration	2,2	10,4	5,7	1,3	3,2	2,5
Autres métiers manuels	10,6	9,8	10,4	15,1	6	10,6
Autre	15,9	35,2	24,5	23,1	21,8	21,5
Total	100	100	100	100	100	100

- 10 Les femmes, cependant, n'ont pas été aussi violemment touchées que les hommes, ce qui a joué sur leur forme d'engagement militant. La diminution de leurs revenus, passés de 1019 € à 698 € (- 421 €, - 41 %) était moins importante de celle des hommes, de 1533 € à 703 € (- 830 €, - 54 %). Bien sûr, de très nombreuses *afectadas* sont officiellement au chômage (46,3 %) mais cette donnée n'est pas très significative car beaucoup d'entre elles travaillent encore sporadiquement, informellement, comme femmes de ménage quelques jours ou heures par semaine, et n'ont pas, d'une manière générale, subi le choc de la crise du secteur de la construction aussi frontalement que les hommes car elles n'étaient pas la principale source de revenus au départ. Soumises comme eux à l'asphyxie de la dette, elles n'ont pas ressenti aussi pleinement le poids de la responsabilité financière initiale – et souvent de la culpabilité. Combinée à l'habitude de gestion des comptes des familles et des espaces domestiques, c'est une des raisons pour lesquelles, aux assemblées générales locales, les femmes parlent plus fréquemment et volontiers que leurs conjoints, qui restent souvent silencieux, ont l'air honteux et épuisés, sans l'appui de leur ancien statut social de chefs de famille, qui s'est volatilisé. En outre, quand les signataires décident d'arrêter de rembourser leurs prêts, le problème n'est pas tant le poids des dettes que la lutte contre les expulsions qui en est la conséquence. Et la défense de la maison, du *hogar*, le foyer, est souvent menée par les femmes qui non seulement s'occupent de leurs propres logements, mais aussi travaillent dans les logements des autres : enracinée dans une « économie de la maison » – le terme est de ce point de vue plus juste que le technique et genré « secteur du bâtiment » – leur vie sociale gravite autour du logement et leur implication dans la lutte en est d'autant plus grande.

L'endettement des migrants : une racialisation économique

- 11 Une autre particularité de ce mouvement social est l'importance des migrants : 16,9 % des *afectados* sont nés en Equateur, 12,6 % au Maroc, 5,2 % au Pérou, 3,3 % en Bolivie. Quand on compare ces chiffres à la population de résidents étrangers en Espagne, la différence est marquante : en 2016, les Equatoriens ne représentent que 1,69 % de la population, les Marocains 0,88 %, les Boliviens 0,36 % et les Colombiens 0,76 % (source :

INE 2017). La plupart de ces migrants sont arrivés en Espagne pendant le boom de la construction et ont plus souvent travaillé que les Espagnols dans le secteur du bâtiment : 45 % des Latino-américains et 54,9 % des Marocains, contre 36,6 % pour tous les *afectados* espagnols. Leur situation de subordination reposait, comme dans le secteur du bâtiment français (Jounin, 2008), sur une racialisation des fonctions, qu'on retrouve pour les femmes dans la sphère du ménage et de l'aide à domicile. La violence des expulsions de logement est d'autant plus durement ressentie qu'elle s'imbrique à l'expérience du racisme et d'un sentiment de culpabilité résultant non seulement de la faillite du projet d'insertion dans la société espagnole et du désastre de la dette mais aussi du sentiment d'avoir laissé sa famille loin derrière soi. Cette situation est mentionnée par quelques études, notamment dans le cas des Equatoriens à Madrid (Gonick, 2014) et Barcelone (Suarez, 2017) mais pas pour les autres nationalités.

- 12 Des entretiens effectués parmi les employés de banques montrent que les institutions financières ciblaient volontairement les populations de migrants : un directeur de banque affirme par exemple que les migrants ont un « plus fort engagement dans le remboursement » de leurs dettes – *un compromiso en el pago mas grande* (Auteur, 2017). Mais là encore, le poids économique est à nuancer en fonction de facteurs socio-culturels. Dans le cas des Marocains, dont la dette moyenne est inférieure à celle des Espagnols et des Equatoriens (124 889 € contre 207 975 € et 203 998 €), la proscription de l'usure est souvent mentionnée comme motif de défiance à l'égard des banques. Dans le cas des Equatoriens, la domination financière, et l'expérience du racisme des institutions bancaires chargées de l'exercer, ont souvent renforcé l'importance d'un attachement à la culture du pays d'origine, et plus spécifiquement aux dimensions des luttes indigènes, particulièrement importantes pour certaines femmes qui faisaient référence à l'extermination des Indiens d'Amérique et remettent question le sens de la fête nationale espagnole du 12 octobre, censée célébrer la « découverte » du continent américain (Auteur, 2018).
- 13 Ces caractéristiques des *afectados* dressent le portrait d'un mouvement original, directement propulsé par la dette. D'abord, les travailleurs de la construction et les femmes racisées se retrouvent en première ligne, alors que les hommes blancs des classes moyennes ne forment qu'une minorité. Certes, ce portrait change quand on s'intéresse aux dirigeants locaux, plus souvent hommes, blancs, et moins endettés qu'à la base, et parfois sans aucun crédit immobilier à rembourser. Mais d'une manière générale, la sociologie de la PAH inverse les hiérarchies sociales externes, autour d'un noyau de travailleurs doublement affectés par leur endettement et leur perte d'emploi, et même triplement affectés si on prend en compte le racisme économique pour une partie conséquente d'entre eux. La mise en mouvement de ce groupe social, pendant plusieurs années de crise, a joué un rôle de *pivot social*, au sens de point d'appui permettant à une mobilisation de prendre son envol, puis de changer d'échelle et de nature, par entraînement d'autres catégories sociales. Dans cet entraînement, les petits entrepreneurs blancs du bâtiment, puis d'autres secteurs, ont joué un rôle inédit, car ils se sont retrouvés à lutter contre le pouvoir des banques et l'abolition des dettes *aux côtés de leurs salariés licenciés* – ailleurs, comme aux Etats-Unis, la classe moyenne avait tendance à pencher vers la droite, le maintien de l'ordre, et à se nourrir de représentations anti-immigrées. C'est donc aussi une forme d'alliance entre deux fractions distinctes des classes populaires et des petites classes moyennes qui explique l'essor du mouvement.

- 14 La plupart de ces *afectados* et *afectadas* n'ayant aucune expérience militante antérieure, et la lutte ayant surgi en dehors des lieux de travail et des structures associatives ou syndicales, il est tentant d'ériger cette mobilisation en exemple édifiant de mobilisation spontanée. Pas plus qu'ailleurs, évidemment, le mythe spontanéiste ne résiste à l'analyse : non seulement il existe toujours des « structures militantes dormantes » – comme dans la formation des premiers contre-sommets altermondialistes pourtant inédits à la fin des années 1990 (Jossin, 2013, p.18) – mais c'est par la fabrication d'habitudes organisationnelles, qui travaillent la matière de la dette jusqu'au niveau élémentaire de l'émotion individuelle, que la pression économique peut engendrer une lutte collective efficace.

De la culpabilité à la politique : la logique du militantisme anti-banque

- 15 Parmi les actions contre les banques les plus importantes et les plus fréquentes, la PAH mène des opérations dites *stop desahucios* (Alvarez *et al.*, 2015), « stop expulsions ». Leur principal objectif est de paralyser physiquement les évictions de logements, en empêchant la police d'entrer dans l'immeuble, pour que les *afectados* parlent avec les représentants de la banque et la commission judiciaire chargée d'autoriser légalement le processus. Ce coup d'arrêt instaure un rapport de force qui ouvre, selon l'expression consacrée, un « canal de négociation » avec la banque, qui peut conduire à l'annulation de la dette. C'est aussi une démonstration de force à destination des voisins du quartier, qu'il faut rallier à la cause en les convainquant que l'*afectado* menacé n'est pas un délinquant, et qu'ils pourraient tous, un jour ou l'autre, se retrouver dans une situation similaire. Pour fabriquer cette solidarité de quartier, les slogans mélangent l'identité locale et l'identité de classe : « *Vecino, despierta, desahucian en tu puerta* », « Voisin, réveille-toi, on expulse à ta porte », « *Rescatan al bankero, desahucian al obrero* », « Ils sauvent le banquier et expulsent l'ouvrier », « *El proximo desahucio sera a la Moncloa* », « La prochaine expulsion, ça sera à l'Elysée », et même « *Bankeros a prision* », « Banquiers en prison » ou « *Banquero recuerda, tenemos una cuerda !* », « Banquier, souviens toi, on a une corde pour toi ! ». Dans ces situations, les militants de la PAH demandent souvent de l'aide à d'autres forces militantes, comme celle des *indignados*, qui ont un important réseau d'assemblées populaires enracinées dans les quartiers, mais aussi des associations de voisins, ou mouvement vécinal (Castells, 2008 ; Quintana, 2008), de militants syndicaux et politiques.
- 16 Ces opérations, aussi médiatiques et essentielles soient elles, ne sont que l'un des rouages de la PAH, l'une des pièces de ce qu'on peut appeler son « dispositif de sensibilisation », au sens de « l'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scène, que les militants déploient afin de susciter des réactions affectives, qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue » (Siméant et Traïni, 2009). L'ensemble du dispositif repose sur quatre autres activités : l'aide juridique des avocats militants ; l'aide psychologique individualisée de psychologues ; les ateliers de formation à l'économie et au droit ; les occupations de banques, locales et nationales, ainsi que des lieux de travail et de vie des politiciens jugés responsables de la crise. Dans ce vaste « répertoire d'actions collectives », selon l'expression classique de Tilly au sujet des mouvements sociaux français et anglais des XVIII^e et XIX^e siècles (Tilly, 1993), une structure joue le rôle de clé de voûte :

l'assemblée générale hebdomadaire, où les nouveaux arrivants sont intégrés au groupe, et qui constitue, à elle seule, un dispositif de sensibilisation sophistiqué. Elle enclenche un processus de conversion de la culpabilité en *colère politiquement orientée*, comparable à celui qu'a pu jouer le parti communiste en transformant en fierté les stigmates ouvriers (Pudal, 1989), bien que la PAH se déclare apartidaire et insiste pour se définir comme un « mouvement social ».

L'assemblée générale : une machine politique pour briser l'individualisation de la dette

- 17 Quoique chaque groupe local de la PAH soit relativement indépendant des autres, tous en commun un ensemble de principes et de règles, comme l'organisation d'une réunion ouverte à tous, où les nouveaux membres apprennent les principes fondamentaux du mouvement. À la PAH de Madrid, cette assemblée générale a lieu à 19h, au centre social de Puente de Vallecas, un quartier populaire à l'Est de Madrid. Pendant la première phase de la réunion, pour environ quinze minutes (mais parfois jusqu'à une demi-heure ou plus), un militant expérimenté parle devant un groupe de 80 à 120 personnes affectées par le crédit, certaines d'entre elles assises dans leurs chaises avec un stylo et du papier, et une pile de documents. Les visages des nouveaux arrivants sont souvent tendus et inquiets. D'autres expriment de la colère, une colère qui recouvre parfois toutes les autres formes de sentiment.
- 18 Ce mardi 24 mai 2015, le présentateur (militant 1) est un migrant latino-américain qui était lourdement endetté il y a quelques années mais qui a réussi à se débarrasser de sa *mochila*, son sac-à-dos financier. Il souhaite la bienvenue aux autres avec un discours introductif qui vise à dissiper les doutes, les inquiétudes, et les malentendus des nouveaux arrivants concernant l'aide apporté par la PAH :
- Militant 1 : Bonsoir *compañeros*, bienvenue à la Plateforme des Victimes du Crédit. Qui vient ici pour la première fois ? (*Compte les mains levées dans la salle*) Vous êtes des privilégiés, alors, parce qu'il y a 130 expulsions par semaine en Espagne mais vous allez bénéficier de notre savoir. Ceux qui ont voyagé longtemps sur cette route enseigneront à ceux qui arrivent après eux. C'est comme ça qu'on entend la solidarité à la PAH. Cela signifie que nous ne venons pas ici pour que les autres résolvent nos problèmes individuels. Souvent, quand on arrive ici pour la première fois, on a l'impression d'avoir une « brique » qui nous brûle les doigts (*Fait le geste de se débarrasser d'une brique brûlante, de la passer à quelqu'un d'autre*) Mais la PAH ne l'entend pas de cette oreille. Ce que nous devons faire, personne ne le fera à notre place.
- 19 De nombreux *afectados* arrivent à l'assemblée générale en y cherchant quelqu'un qui s'occupera de leurs problèmes, comme s'il s'agissait d'assistance sociale ou d'un syndicat de service. Les militants de la PAH combattent inlassablement cette fausse représentation : au lieu de chercher à se débarrasser de la brique brûlante, il faut s'en occuper soi-même, se renforcer, comme le souligne le militant qui parle d'*empoderamiento*, d'*empowerment*, une méthode qui donne à chaque membre la force, la volonté et les capacités de s'occuper de ses problèmes financiers tout en soutenant les autres. L'objectif, selon le présentateur, est de « briser le cercle de l'individualisation et de l'égoïsme » et de « commencer à détruire l'individualité pour appartenir à un être collectif ». Cette nouvelle attitude implique l'identification de « vrais coupables » de la crise, les banquiers et les politiciens (photo 1).

Photographie 1. Assemblée générale de la PAH : le présentateur montre du doigt les « vrais responsables » de la crise sur un poster « Jugement et châtement » où on reconnaît notamment Emilio Botin, PDG de Santander, Luis de Guindos, ministre de l'économie, et Rodrigo Rato, ancien président du Fonds Monétaire International et président de Bankia.



[Extrait du film *Bricks*, réalisé par Quentin Ravelli, Production Survivance, 2017, 90']

- 20 Ensuite, un second militant – qui travaillait auparavant pour une banque avant de devenir un petit entrepreneur de la construction, ruiné par la crise depuis – distribue des formulaires où chaque *afectado* explique sa situation : il faut faire un « portrait de nous-mêmes avec des mots, pour dire ce que nous ressentons ». À ce stade de la réunion, le présentateur (militant 1) se lance dans un monologue personnel poignant pour faire comprendre ce que signifie l'expression « dire ce que nous ressentons » :

Militant 1 : Quand je suis arrivé à la PAH, j'étais vraiment dans un sale état. Je venais d'un tunnel, d'un trou, d'un ombre, d'un recoin... Tout dans m'a vie avait volé en éclat ! Je quittais un pays en crise, j'arrivais ici, je me retrouvais lourdement endetté comme nous tous. J'avais honte de sortir, je ne voulais parler à personne, j'avais des problèmes avec ma famille, je pleurais tout le temps, je ne savais jamais quoi faire. Toutes mes idées de projet personnel avaient raté. Mon cerveau est tombé malade et je cherchais un endroit où me cacher, tirer les rideaux et ne plus bouger. Mais la banque recevait toujours son argent. Nous pouvions arrêter de manger mais la banque devait recevoir son argent. Ne faites pas ça, *compañeros*. Si vous ne pouvez pas payer, ne payez pas !

Photographie 2. Accueil des nouveaux arrivants à l'Assemblée de la PAH.



[Extrait du film *Bricks*, Idem]

Photographie 3. Parler de soi : dans ces questionnaires, « il faut faire une photographie de nous-même ».



[Extrait du film *Bricks*, Idem]

- 21 À la place d'un discours froid et méthodique démontrant la rationalité d'une revendication, cette présentation incarnée vise deux objectifs. D'abord, elle cherche à montrer que la bataille contre les dettes commence par un combat intérieur contre ses propres sentiments de culpabilité, qui ont besoin de s'exprimer en public et d'être abordés collectivement. Ensuite, elle cherche à convaincre l'audience que l'autorité de la banque ne doit en aucune manière être sanctifiée : les besoins de la famille priment les obligations financières, qui n'engagent que la classe dominante qui en bénéficie. Cet acte de dissidence, qui renverse les représentations habituelles de la légalité et de la légitimité, est le point de départ de la transformation des *afectados* en militants : ne pas payer. Chaque membre est conduit à l'idée qu'il n'existe pas de « mauvais payeur », car

c'est l'attitude des banques qui est anormale. Il s'agit ici d'une version économique et militante de « l'inversion du stigmat » pour les groupes de soutien étudiés par Goffman (1963), qui souffrent d'un décalage entre la « personnalité réelle » et la « personnalité virtuelle » : loin d'être une tare inavouable, l'identité de *afectado* est affirmée, revendiquée, à mesure que la honte du discrédit se déplace verticalement, du débiteur vers le créancier, au fil des échanges de l'assemblée. Comme le dit le présentateur :

Militant 1 : Nous nous battons contre des hors la loi ! Contres des arnaqueurs, des voleurs, des gens sans morale... C'est pour cela que notre légalité est contre leur légalité. (...) Si nous acceptions les lois, nous n'arrêterions aucune expulsion. Car bloquer une expulsion, c'est illégal. (...) Quand j'ai commencé à comprendre que la PAH c'était la vie, que la PAH c'était la lutte, que la PAH c'était aussi demander que ce soit *eux* qui soient tenus pour responsables, quelqu'un a pris une photo de moi, avec le *compañero* là-bas (militant 2), devant la banque Santander avec qui j'étais en conflit et je riais ! Riez, *compañeros* ! Plus nous rions, et plus ils ont peur de nous ! Parce que ça veut dire que nous ne sommes plus ignorants !

Photographie 4. De la honte à la colère : renversement du stigmat de la dette. « Quelqu'un a pris une photo de moi, avec le *compañero* là-bas : je me tenais comme ça devant la banque Santander. »



[Extrait du film *Bricks*, Idem]

- 22 Parfois considérée comme une déclaration d'intention, un vœu pieux, cette injonction à la joie prend corps lors des occupations des banques en musique, avec de la danse, des costumes et des jeux de rôles. Discrediter la banque et se moquer des banquiers – ce qui aurait été impensable pour un *afectado* avant de rencontrer la PAH – devient lentement une partie intégrante de la vie quotidienne. Les *afectados* en viennent à être fiers de ne plus payer leurs dettes, car c'est une forme de courage. Après cette entrée en matière, qui chauffe la salle et permet d'évacuer une partie des complexes du débiteur coupable, arrive le plat principal : les nouveaux arrivants exposent leurs histoires personnelles en public pour la première fois.

Un théâtre politique : la catharsis de la dette

- 23 Chaque mardi soir, tout nouvel arrivant doit se lever de sa chaise, vaincre sa timidité, sa honte ou tout autre sentiment qui bloque son expression, et raconter l'histoire de la dette qui pèse sur sa famille. Défilent alors entre 5 et 20 histoires qui sont écoutées attentivement, analysées, puis débattues dans un effort collectif pour aider l'*afectados* le mieux possible. Une relation triangulaire entre les militants, la famille endettée et le public devient le centre de gravité d'un théâtre politique où l'expression publique des questions privées aiguise la conscience politique. Les nouveaux *afectados* arrivent à l'assemblée générale après des années de frustration, des crises familiales dues au poids de la dette, et des sentiments d'auto-dépréciation qui engendrent des dommages psychologiques souvent indélébiles, qui poussent certains au suicide. Avant cette présentation de soi, le poids moral de la dette est si intense que les *afectados* n'osent pas chercher d'aide, *a fortiori* se dresser contre la banque et arrêter de payer sans sentiment cuisant de honte. Leurs voisins, leurs amis et mêmes leurs plus proches parents ne sont souvent pas au courant de leur situation économique-morale. En s'exprimant pour la première fois devant un parterre de semblables, l'*afectado* combat souvent la timidité par un flot de paroles, pendant plusieurs minutes d'affilée, jusqu'au soulagement de pouvoir partager ses problèmes avec des compagnons d'endettement.
- 24 Dans ces récits, la relation avec la banque se mêle aux questions familiales. Les frontières habituelles entre les sentiments et l'action rationnelle s'effacent au profit d'un dessein qui pense l'intérêt financier non pas contre, mais à partir de l'état affectif, ce composant essentiel des mouvements sociaux (Sommier, 2010) – c'est ce qui explique que les informations importantes tendent souvent à disparaître sous la surface d'une logorrhée hypersensible, où la situation économique est incompréhensible. La signification de la « dette », dans ces « présentations de soi » hybrides, est simultanément morale, émotionnelle et financière. Pour cette raison, les militants posent souvent des questions très concrètes à l'*afectado*, pour le ramener sur terre tout en le laissant s'épancher, pour comprendre précisément la situation matérielle masquée ou déformée par cette confusion des sentiments. Ici, une femme latino-américaine d'une trentaine d'années exprime ses doutes concernant ses négociations avec la banque, Ibercaja. Cette banque, sous la pression collective, a l'air d'être d'accord pour annuler la dette et proposer un logement social, mais à des conditions qui lui semblent obscures :

Afectada – Ils m'ont dit qu'ils ont trouvé un logement social à louer pour nous mais ils ne m'ont montré aucun document pour le prouver. On est allé là-bas et ils ne m'ont pas laissé lire le contrat avec un avocat. Ils nous ont donné les conditions du contrat et il y a une clause qui dit que si nous blessons quelqu'un, nous sommes responsables... Et le « logement social » est de 400 euros !

Rumeurs de désapprobation dans le public. Le militant 2 sourit d'un air sarcastique comme s'il pensait que cette proposition était grotesque.

Militant 2 : Voyons voir... Qui est allé à la banque ?

Afectada : Mon mari et moi.

Militant 2 : Et vous avez vu le contrat mais vous n'avez rien signé ?

Afectada : Non, non, non ! Nous n'avons rien signé. Et ils nous demandent de souscrire une assurance pour pouvoir payer même au chômage, donc il faudrait qu'on paie le loyer et l'assurance...

Militant 2 : Ils ont vendu le logement aux enchères ?

Afectada : Oui.

Militant 2 : Vous habitez toujours là-bas ?

Afectada : Oui.

Militant : Vous avez demandé à bénéficier du moratoire ?

Afectada : Non, car on ne savait pas que ça existait... (*Chuchotement de désapprobation dans le public*) Le défenseur des droits m'a dit que je ne pouvais rien faire parce que j'avais déjà une date d'expulsion. « Vous devez partir, c'est tout ce que vous pouvez faire. » Alors on est allé voir une femme du tribunal qui ne comprenait rien à toute cette affaire et nous a aidé à remplir un formulaire pour reporter la date d'expulsion. Ils ont dit que la décision était pour le mois de février. Ensuite la date s'est rapprochée, donc on est allé voir la banque pour avoir un loyer social et ils ont dit oui... Mais on a toujours rien reçu ! La date est dépassée et rien n'est arrivé.

- 25 Ici, le jeu des questions et des réponses en public rassure l'*afectada* : « Calme-toi », « Vas-y tranquillement », « Parle plus lentement », « Respire un grand coup » sont des phrases souvent prononcées. C'est un moyen efficace de construire la confiance en soi. Mais l'objectif est aussi d'enseigner au public un « cas d'école ». L'enjeu pédagogique conduit alors souvent le militant à interrompre la présentation – parfois scolairement et arbitrairement – non seulement pour commenter ce qui s'est passé et ce qui peut être fait, mais aussi pour reformuler l'ensemble de l'histoire depuis une autre perspective, où la banque n'est plus la victime mais le bourreau.

Afectada : Il nous reste une dette qu'on essaie de négocier. Nous avons payé 80 % et il nous reste 20 %, dont on paie 100 euros tous les mois à Allure Global Financiera...

Militant 2 : À qui ?

Afectada : À Allure Global Financiera.

Militant 2 : (*Au public*) Un troisième type s'est mis dans cette affaire ! (*rires*)

Militant 1 : Ecoutez tous bien attentivement, ce cas-là... (*il fait le signe « ok » qui joint le pouce et l'index pour montrer que cette histoire est parfaite pour comprendre les stratégies des banques*) On peut tous apprendre quelque chose de ça ! (...)

Militant 2 : (*Se tourne vers le public et résume la situation*) Ils ont saisi et vendu leur maison, la famille a toujours une dette et la banque propose un *deal* où ils se débarrasseraient de 80 % de la dette ? Non ! En fait ils ont vendu la dette à quelqu'un d'autre, à une tierce personne qui a acheté 20 % de la dette, probablement à un prix très bas, et ils vont faire un florissant business en reprenant les 20 %. (*À l'afectada*) De combien est ta dette ?

Afectada : 120 000 euros...

Militant 2 : 120 000 euros. Et ils vous disent que vous devez encore payer combien ? 27 000 ? Ils ont dû racheter la dette pour 12 000 au maximum !

- 26 Comme tant d'autres, cette *afectada* se retrouve dans une situation où sa dette est un nœud entre les marchés financiers internationaux et les liens familiaux. D'un côté, le fait qu'une autre entité financière a acheté la dette rend plus compliqué le fait de faire face à la banque espagnole qui n'est plus propriétaire de la dette. On se retrouve face à un cas manifeste de « bureaucratie financière » (Hulsey, 2013), à un dédale de documents et de chiffres où se perdent tous les *afectados*, sans exception. Certains dans le public pensent que la famille a pu bénéficier de la vente de la dette mais c'est l'inverse, car le tiers attend lui aussi d'intéressants profits de cette acquisition. Dans la salle certains militants disent, pour rire, que la famille devrait demander à la banque si la famille peut acheter la dette au même prix que le fond d'investissement, juste pour faire comprendre au public la relativité des transactions financières, qui dépendent en fait de rapports de force. La valeur de la dette varie selon ces rapports de forces et non selon une mesure économique objective.
- 27 Pendant cette interaction triangulaire entre militants, débiteurs et public, trois cibles sont visées : la stabilisation affective, la connaissance de la situation économique et le pouvoir d'agir. D'abord, le sentiment d'angoisse recule face à la désindividualisation du

problème. Ensuite, l'anatomie de la domination financière a été minutieusement analysée, ce qui éveille la conscience de la famille mais aussi celle de l'ensemble des participants à la réunion. Les propositions de la banque, qu'il s'agisse de logement social ou de réduction de dette, ne doivent pas être prises pour argent comptant car elles font partie d'une stratégie qui vise à extraire une part plus grande des revenus du travail de la famille endettée. Enfin, le public d'*afectados* découvre une partie de ses droits – légaux et illégaux – et donc de ses possibilités d'action : arrêter de payer, faire partie du moratoire, refuser la proposition de la banque, demander à l'avocat de changer de tactique, envoyer la police contre la banque même s'il faudra se battre contre cette même police en cas d'expulsion. L'ouverture des horizons d'action, grâce à cet efficace théâtre politique, renforce les défenses de la famille et contribue à la contestation de la légitimité de l'institution bancaire, qui sera, en fin de soirée, physiquement attaquée.

Une attaque de banque nocturne : la déstigmatisation en pratique

- 28 Dix minutes avant la fin de cette même assemblée, une militante apporte plusieurs bougies au centre du dispositif scénique où elle explique que le jour précédent, le 23 mars, une femme de 43 ans s'est tuée après que la banque a refusé de renégocier sa dette. La femme avait perdu son emploi en 2013 et vivait dans la petite ville d'Ansoáin, dans la province de Navarre. Elle laisse derrière elle une fille de 20 ans. La banque, Laboral Kutxa, refuse d'endosser la responsabilité du suicide. Mais la PAH de Barakaldo, à 150 km d'Ansoáin, est convaincue que c'était le refus de la banque qui a déclenché ce geste. Elle a organisé une série de manifestations dans plusieurs villes, comme Saragosse et Gares, et de nombreux autres groupes locaux de la PAH ont décidé de lui emboîter le pas. À Madrid, l'idée était de recouvrir l'extérieur d'une officine de la Laboral Kutxa d'affiches accusant la banque de meurtre. Cela permettait d'attirer l'attention du public sur l'attitude de la banque, qu'il s'agisse des clients ou des employés, mais aussi de faire connaître les effets dramatiques de la domination financière. C'est un outil efficace dans la bataille pour l'opinion publique. Mais c'est aussi un moyen d'accroître le niveau d'engagement des participants : s'ils sont d'accord pour agir illégalement, de nuit, contre une banque qui n'est pas la leur, cela veut dire qu'ils commencent à militer.
- 29 Autour de 10 heures du soir, à 100 mètres de la banque, un groupe d'*afectados* se rassemble sur le trottoir. Certains d'entre eux portent des écharpes et des lunettes de soleil. Des capuches couvrent leurs cheveux et cachent leurs visages. Ils attendent quelques minutes pour voir si d'autres camarades arrivent. Puis, tout d'un coup, ils marchent vers la banque. Trois d'entre eux recouvrent la vitrine de colle blanche, et y plaquent une série de posters où on lit : « ce n'est pas un suicide, c'est un meurtre ! » D'autres sortent les bougies de leurs sacs, les alignent sur le rebord de la vitrine, et les allument avec des morceaux de papier enflammés. Une militante expérimentée aide les autres, leur conseillant de ne pas rester longtemps. Puis elle crie : « *Agua, agua !* » pour annoncer l'arrivée de la police, car elle a entendu le son de la sirène à faible distance. Le groupe se dissout, quelques militants se pressent vers la station de métro la plus proche, d'autres rentrent à pieds chez eux ou prendront le bus un peu plus loin.
- 30 Cette action n'aura sans doute pas un effet important sur la banque elle-même, bien que certains employés pourront se mettre à réfléchir en arrivant au travail le

lendemain, en voyant que leur employeur est purement et simplement accusé de meurtre. Mais les images de l'« attaque », et d'autres du même type organisées simultanément, voyageront sur Facebook, Twitter, Telegram et YouTube, portant atteinte à l'image de la banque. Elles attireront l'attention sur les causes sociales du comportement suicidaire, geste dramatique habituellement attribué à des problèmes personnels, même quand il s'agit d'un surendettement collectif. La proximité avec des méthodes de lutte utilisées dans des secteurs pourtant très différents – du moins en apparence – est ici particulièrement frappante : les « zap », et autres méthodes de *shaming* utilisées par les militants d'Act Up contre l'industrie pharmaceutique pour obtenir des traitements abordables (Filleule, 2009), appuient sur des ressorts similaires, en ternissant l'image de l'adversaire pour dégrader un rapport de force *a priori* défavorable. Cette capacité d'importation d'outils tactiques externes fait justement partie de l'intelligence stratégique de l'organisation espagnole : elle a su, par exemple, incorporer à son répertoire de lutte économique l'*escrache*, cette technique de mobilisation contre les responsables des disparitions et tortures pendant la dictature en Argentine, consistant à se rassembler devant les domiciles des responsables en question, jusqu'à obtenir que justice soit rendue.

Conclusion

- 31 Cette lutte contre les banques montre comment une crise économique nourrit les mobilisations en touchant des populations doublement dépendantes de secteurs qui s'effondrent : par le biais des salaires des travailleurs, désormais au chômage, et par celui des crédits, transformés en dettes impossibles. Au cours de ce double basculement, la dette se présente comme un rapport social central, mi-économique, mi-affectif, capable de nourrir la lutte sociale, d'en être un moteur durable, aussi efficacement qu'elle maintenait le respect de l'ordre social auparavant. L'endettement permet non seulement une formulation des revendications – annulations ou restructuration des dettes, droit au logement – mais aussi une transformation émotionnelle qui remet en question la légitimité de la domination financière. Le renversement du stigmate des *afectados* donne ainsi un exemple de l'importance, dans les luttes sociales, de causes économiques trop souvent considérées comme des données externes, comme des contextes favorables jugés moins déterminants que la mobilisation des ressources, les opportunités politiques et les processus de cadrage.
- 32 Les séparations entre le contexte et l'action, l'économie et la sociologie, la rationalité et l'émotion, s'avèrent ici bien fragiles : c'est parce que le travail militant opère sur la « matière » même de la dette – son montant, sa structure sociale, sa valeur variable selon les rapports de forces – qu'il réussit à structurer une organisation efficace, capable de recruter de nouveaux membres. Si les « cycles de spéculation et d'effondrement créent des cycles d'opportunité politique » (Hogan, 2012, 167), ils ne le font pas de manière mécanique, mais parce que la pression économique agit comme une force sociale en tant que telle, jusqu'à l'état affectif individuel. Ces émotions ont longtemps été marginalisées en sciences sociales : « les émotions mènent la vie des ombres. La honte, en particulier, a été évincée du débat, ainsi que les autres émotions et les motivations personnelles », car les chercheurs « ont trop honte des émotions pour les considérer sérieusement comme des relations causales » (Scheff, 1994). La

situation a nettement changé depuis, mais il est sans doute temps d'intégrer, à cette nouvelle équation, le rôle fondamental de la domination économique.

BIBLIOGRAPHIE

- AITKEN Rob (2007), *Performing Capital. Toward a Cultural Economy of Popular and Global Finance*, New York, McMillan.
- ALVAREZ DE ANDRÉS Eva, ZAPATA CAMPOS María José et Patrik ZAPATA (2015), "Stop the evictions ! The diffusion of networked social movements and the emergence of a hybrid space: The case of the Spanish Mortgage Victims Group", *Habitat International*, 46, 252-25.
- AMO Alberto et Alberto MÍNGUEZ (2016), *Podemos, la politique en mouvement*, La Dispute, Paris.
- BENFORD Robert D. et David A. SNOW (2000), "Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment", *Annual Review of Sociology*, 26(1), 611-639 : <https://doi.org/10.1146/annurev.soc.26.1.611>.
- CADIOU Stéphane, DECHEZELLES Stéphanie et Antoine ROGER (dir.) (2007), *Passer à l'action : les mobilisations émergentes*, Paris, L'Harmattan.
- CALHOUN Craig (2013), "Occupy Wall Street in perspective", *British journal of sociology*, 64(1), 26-38.
- CASTAÑEDA Ernesto (2012), "The Indignados of Spain: a precedent to occupy Wall street", *Social Movement Studies*, 11 (3-4), 309-319.
- CASTELLS Manuel (2008), 'Productores de ciudad : el movimiento ciudadano de Madrid' dans QUINTANA Vincente Pérez, LÉON Pablo S. et al. (dir.), *Memoria ciudadana y movimiento vecinal, 1968-2008*, Madrid, Catarata.
- COHEN Valérie et Xavier DUNEZAT (2018), *Quand les chômeurs se mobilisent...*, coll. « Res Publica », Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- DUFOUR Pascale, NEZ Héloïse et Marcos ANCELOVICI (2016), "From the Indignados to Occupy: Prospects of Comparison" dans DUFOUR Pascale et al. (dir.), *Street Politics in the Age of Austerity: from the Indignados to Occupy*, Amsterdam, Amsterdam University Press.
- FERNANDEZ GARCIA Alicia et Mathieu PETITHOMME (dir.) (2015), *Contester en Espagne. Crise démocratique et mouvements sociaux*, Paris, Demopolis.
- RODRIGUEZ-FERNANDEZ Francisco et al. (2011), 'Securitization, Bank Lending And Credit Quality: The Case Of Spain', European Central Bank, Working Paper Series No. 1329.
- FERNANDEZ Susana et Alberto FERNANDEZ CIBAJA (2010), 'El movimiento por la vivienda digna en España o el porqué del fracaso de una protesta con amplia base social', *Revista internacional de sociología*, 68(3), 679-704.
- FILLIEULE Olivier et Nonna MAYER (2001), Devenirs militants : Introduction, *Revue française de science politique*, 51(1), 19 : <https://doi.org/10.3917/rfsp.511.0019>.

FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Eric et Isabelle SOMMIER (dir.) (2010), *Penser les mouvements sociaux : conflits sociaux et contestation dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte.

FOOTE Christopher, GERARDI Kristopher et Paul WILLEN (2008), “Negative Equity and Foreclosure: Theory and Evidence”, *Journal of Urban Economics*, Elsevier.

GOFFMAN Erving (1963), *Stigma: Notes on the Management of Spoiled Identity*, New York, Simon and Schuster.

GONICK Sophie L. (2015), “At the Margins of Europe: Homeownership, Inclusion, and Protest in Contemporary Madrid”, UC Berkeley, Berkeley: <https://escholarship.org/uc/item/4wp1q3kb>.

GOODWIN Jeff et al. (dir.) (2001), *Passionate politics: emotions and social movements*, Chicago, Univ. of Chicago Press.

HIRSCHMAN Albert O. ([1970] 1995), *Défection, prise de parole et loyauté*, Paris, Fayard.

HOGAN John et Sharon FEENEY (2012), “Crisis and Policy Change: The Role of the Political Entrepreneur”, *Risk, Hazards & Crisis in Public Policy*, 3(2), 1-24 : <https://doi.org/10.1515/1944-4079.1108>.

INGLEHART Ronald ([1977] 2015), *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press.

JASPER James M. (1998), The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements, *Sociological Forum*, 13(3), 397-424 : <https://doi.org/10.1023/A:1022175308081>.

JOSSIN Ariane (2013), *Trajectoires de jeunes altermondialistes : en France et en Allemagne*, Rennes, Presses Univ. de Rennes.

JOUNIN Nicolas (2008), *Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment*, Paris, La Découverte.

KOUSIS Maria et Charles TILLY (dir.) (2005), *Economic and political contention in comparative perspective*, Boulder, Paradigm Publishers.

LACAN Laure, LAZARUS Jeanne, PERRIN-HEREDIA Ana et Sébastien PLOT (2009), Vivre et faire vivre à crédit : agents économiques ordinaires et institutions financières dans les situations d'endettement. *Sociétés contemporaines*, 76(4), 5-15 : <https://doi.org/10.3917/soco.076.0005>.

LAZARUS Jeanne (2012), *L'épreuve de l'argent : banques, banquiers, clients*, Paris, Calmann-Lévy.

MARCUS George E. (2008), *Le citoyen sentimental : émotions et politique en démocratie*, trad. Bruno PONCHARAL, Paris, Les Presses SciencesPo.

MCADAM Doug ([1982] 1999), *Political process and the development of Black insurgency, 1930-1970*, 2^e édition, Chicago, University of Chicago Press.

MCCARTHY John D. et Mayer N. ZALD (1977), Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory, *American Journal of Sociology*, 82(6), 1212-1241.

MÉNDEZ Ricardo, ABAD Luis et Julio J. PLAZA (2014), 'Geografía de las ejecuciones hipotecarias en España', *Estudios*, Fundación 1^o de Mayo, 84.

MOLEFE T. O. (2014), “South’s Africa’s Subprime Crisis”, *New York Times*.

NEVEU Érik (2011), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.

NEZ Héloïse (2015), *Podemos, de l'indignation aux élections*, Paris, Les petits matins.

- NORRIS Pippa (2004), 'Young People and Political Activism', working paper for the conference 'Civic engagement in the 21st Century', University of Southern California.
- PAH (2014), *Libro verde de la PAH. Una guía básica sobre la Plataforma de Afectados por la Hipoteca*, Barcelona, PAH.
- PALOMERA Jaime (2014), "How Did Finance Capital Infiltrate the World of the Urban Poor? Homeownership and Social Fragmentation in a Spanish Neighborhood", *International Journal of Urban and Regional Research*, 38(1), 318-35.
- PELLANDINI-SIMÁNYI Lena, HAMMER Ferenc et Zsuzsanna VARGHA (2015), "The Financialization of Everyday life or the Domestication of Finance? How mortgages engage with borrowers' temporal horizons, relationships and rationality in Hungary", *Cultural Studies*, 29(5-6).
- PERRIN-HEREDIA Ana (2009), Les logiques sociales de l'endettement : gestion des comptes domestiques en milieux populaires, *Sociétés contemporaines*, 76(4), 95-119 : <https://doi.org/10.3917/soco.076.0095>.
- QUINTANA Vincente P. et al. (2008), *Memoria ciudadana y movimiento vicinal, 1968-2008*, Madrid, Catarata.
- SAID Edward W. (1978), *Orientalism*, New York, Pantheon.
- SASSEN Saskia (2014), *Expulsions: Brutality and Complexity in the Global Economy*, Cambridge, Harvard University Press.
- SCHEFF Thomas J. (2000), *Bloody revenge: emotions, nationalism and war*, Lincoln, Authors Guild Backinprint.com Ed.
- SCHNAPPER Dominique ([1981] 1994), *L'épreuve du chômage*, Paris, Gallimard.
- SIMÉANT Johanna (1998), *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po.
- SUAREZ Maka (2017), "Debt revolts: Ecuadorian foreclosed families at the PAH in Barcelona", *Dialectical Anthropology*, 41 (3), 263-277.
- TARROW Sidney G. (2011), *Power in movement: social movements and contentious politics, Revised and Updated Third Edition*, New York, Cambridge University Press.
- TILLY Charles (1986), *La France conteste : de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard.
- TILLY Charles (1993), "Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1834", *Social Science History*, 17:2, 253-280.
- TOUSSAINT Eric (2017), *Le système dette*, Paris, Les Liens qui Libèrent.
- TRAÏNI Christophe et Johanna SIMÉANT (2009), « Introduction. Pourquoi et comment sensibiliser à la cause ? » dans *Émotions... Mobilisation !*, 11-34 : <https://www.cairn.info/emotions-mobilisation--9782724610994-p-11.htm>
- VICKY Alain (2014), « L'Afrique du Sud dans la bulle de la consommation à crédit », *Le Monde diplomatique*.

RÉSUMÉS

Depuis la crise de 2008, les dettes sont devenues un puissant facteur de mobilisation dans de nombreux pays, de la Grèce aux États-Unis, en passant par l'Afrique du Sud et l'Islande. En Espagne, l'endettement des classes populaires s'est traduit par des vagues d'expulsion, puis de

contestation. Au cœur de ce processus, on retrouve une double peine économique : celle des travailleurs de la construction surendettés, que la crise affecte à la fois comme producteurs au chômage et comme consommateurs de logement en défaut de paiement. Leurs dettes dépassent les faibles revenus dont ils disposent et l'effondrement de la valeur de leurs logements les place dans une situation d'équité négative, dont ils ne peuvent sortir qu'en se mobilisant, avec les travailleuses du secteur du nettoyage – moteur essentiel de la lutte, elles viennent, comme eux, de pays anciennement colonisés par l'Espagne. Cette mobilisation n'a cependant rien de spontané mais suppose une capacité d'organisation par rassemblement des colères, qui repose sur une dramaturgie émotionnelle de la dette.

Since the 2008 crisis, debt has become a powerful engine for mobilization in many countries, from Greece to the United States, from South Africa to Iceland. In Spain, working-class debt has led to foreclosures, evictions, and mass contestation. At the core of this process lies a double economic burden: indebted construction workers are hurt by the crisis both as unemployed producers and as consumers who can no longer pay off their loans. Their debts are higher than their low incomes and the collapse of home prices generates a situation of negative equity, from which they can escape only through collective struggle. Women, often cleaners and often immigrants from Spanish former colonies, are essential protagonists of this struggle. Far from a spontaneous uprising, this mobilization relies on the ability to organize by collectivizing individual anger, via an emotional dramaturgy of debt.

Desde la crisis de 2008, las deudas se han vuelto un poderoso factor de movilización en numerosos países, desde Grecia hasta los Estados Unidos, pasando por África del Sur e Islandia. En España, el endeudamiento de las clases populares se manifiesta por olas de desalojos y, luego, de protestas masivas. En el centro de este proceso, se observa una doble carga económica : la de los trabajadores de la construcción sobreendeudados, que la crisis afecta a la vez como productores desempleados y como consumidores de vivienda en falta de pago. Sus deudas sobrepasan los bajos ingresos de los que disponen y el colapso del valor de sus viviendas los coloca en una situación de equidad negativa, de la cual sólo pueden salir movilizándose, con las trabajadoras del sector de limpieza –motor esencial de la lucha, ellas provienen, como ellos, de países antiguamente colonizados por España. Sin embargo, esta movilización no tiene nada de espontáneo, pero supone una capacidad de organización por la colectivización de la ira, que se apoya en una dramaturgia emocional de la deuda.

INDEX

Mots-clés : Conflits sociaux, dette, travailleurs, banques, crise financière, Espagne

Palabras claves : Conflictos sociales, deuda, trabajadores, bancos, crisis financiera, España

Keywords : Social conflict, debt, workers, banks, financial crisis, Spain

AUTEUR

QUENTIN RAVELLI

Chercheur en sociologie au Centre Maurice Halbwachs – CNRS (PSL, EHESS/ENS)